



## Comment le gouvernement américain et ses attachés de presse concoctent leurs mensonges

Par [Dr. Paul Craig Roberts](#)

Mondialisation.ca, 08 décembre 2010

8 décembre 2010

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#)

La réaction contre WikiLeaks et son fondateur, Julian Assange, nous apprend tout ce que nous devons savoir sur la corruption totale de notre monde « moderne », qui est en fait un retour au Haut Moyen-Âge [à l'époque de l'Inquisition].

Des membres du gouvernement des Etats-Unis ont fait parvenir à WikiLeaks les documents qui font désormais l'objet d'une telle controverse. Ces documents sont controversés parce qu'ils sont des documents américains officiels et qu'ils montrent trop clairement que le gouvernement américain est une entité fourbe dont la raison d'être est de contrôler tous les autres gouvernements. Les médias [institutionnels], pas seulement aux Etats-Unis, mais également dans tout le monde anglophone et en Europe, ont démontré leur hostilité envers WikiLeaks. La raison est évidente. WikiLeaks révèle la vérité, tandis que ces médias étouffent les affaires pour le gouvernement américains et ses Etats fantoches.

Pourquoi les gens qui ont un peu de bon sens liraient ces médias lorsqu'ils peuvent lire les documents originaux depuis WikiLeaks ? Les journalistes et rédacteurs en chef américains moyens doivent être très en colère que leur propre lâcheté soit si clairement exposée par Julian Assange. Les médias américains sont des prostituées, là où le sang courageux des combattants coule dans les veines de WikiLeaks.

De la même manière que les politiciens américains veulent que Bradley Manning soit exécuté parce qu'il a révélé des crimes du gouvernement américain, ils veulent que Julian Assange soit aussi exécuté. Ces derniers jours, les plus notoires des connards qui siègent au Congrès des Etats-Unis ont dénoncé Assange comme étant un « traître à l'Amérique ». Quelle totale ignorance ! Assange est australien, pas un citoyen américain. Pour être un traître à l'Amérique, il faut en avoir la nationalité. Un Australien ne peut pas plus être un traître contre l'Amérique qu'un Américain ne peut l'être contre l'Australie. Mais n'attendez pas des crétins qui représentent ces lobbyistes d'en savoir autant.

Mike Huckabee, le prêcheur baptiste ultra-réactionnaire qui fut gouverneur de l'Arkansas et, à la grande honte de l'Amérique, le troisième candidat à la nomination présidentielle républicaine, a appelé à ce qu'Assange soit exécuté. Nous avons donc là un « homme de Dieu » qui appelle le gouvernement américain à assassiner un citoyen australien. Et les Américains se demandent pourquoi le reste du monde ne peut les blâmer.

Les documents divulgués depuis le gouvernement américain vers WikiLeaks montrent que ce gouvernement est une bande de gangsters très peu recommandable ? Le gouvernement américain a pu obtenir du Premier ministre britannique [Gordon] Brown qu'il « truque »

l'enquête officielle Chilcot qui investiguait sur la façon dont l'ancien Premier ministre Tony Blair avait manipulé et menti au gouvernement britannique pour en faire le mercenaire de l'invasion des Etats-Unis en Irak. Dans l'un des câbles « diplomatiques » publiés, le fonctionnaire du Ministère de la Défense britannique, Jon Day, promet au gouvernement des Etats-Unis que le Premier ministre [Gordon Brown] a « mis des mesures en place afin de protéger leurs intérêts ».

D'autres câbles montrent le gouvernement américain menaçant le Premier ministre espagnol Zapatero, en lui ordonnant de cesser ses critiques contre la guerre d'Irak ou sinon... Ce que je veux vraiment dire : c'est comment ces gouvernements étrangers osent penser qu'ils sont souverains.

Il n'y a pas que les gouvernements étrangers qui sont sous la domination des Etats-Unis. C'est le cas également pour amazon.com. Joe Liberman, du Connecticut, qui est le sénateur le plus influent pour Israël au Sénat des Etats-Unis, a proféré des menaces suffisamment crédibles contre Amazon pour obliger cette société à évincer le contenu de WikiLeaks de leur service d'hébergement.

Donc voici le topo : d'un côté, le gouvernement et les médias américains prostitués déclarent qu'il n'y a rien de nouveau dans ces centaines de milliers de documents et, pourtant, d'un autre côté ils frappent un grand coup pour fermer WikiLeaks et réduire son fondateur au silence. Malgré les réfutations du gouvernement américain, il est évident que ces documents sont extrêmement dommageables. Ces documents montrent que le gouvernement des Etats-Unis n'est pas ce qu'il prétend être.

Assange se cache. Il a peur d'être assassiné par la CIA et le Mossad et, pour ajouter à ses ennuis, le gouvernement suédois a changé d'avis, peut-être à la suite d'une persuasion américaine et de l'argent, sur des accusations d'agression sexuelle que le gouvernement suédois avait laissées tomber pour manque de crédibilité. Si les reportages sont corrects, deux femmes, qui pourrait être des agents de la CIA ou du Mossad, ont porté des accusations d'agression sexuelle contre Assange. L'une prétend qu'elle avait un rapport sexuel consentant avec lui, mais qu'il ne s'est pas arrêté lorsqu'elle lui a demandé de le faire après que le préservatif fut rompu.

Pensez à cela un instant ! A part les acteurs pornos blasés, combien d'hommes peuvent-ils s'arrêter au moment de l'orgasme ou juste avant l'orgasme ? Qui peut savoir où Assange en était dans le processus de l'acte sexuel ?

Est-ce qu'un véritable gouvernement qui a la moindre intégrité et attachement à la vérité essaierait de salir le nom du plus important diseur de vérité de notre temps sur la base d'accusations aussi légères ?

Il est évident que la Suède est devenue un autre gouvernement à la gomme fantoche des Etats-Unis. Le gouvernement suédois s'en tire depuis si longtemps avec ses mensonges qu'il n'hésite plus à mentir de la façon la plus éhontée. WikiLeaks a publié un document classifié américain signé par la Secrétaire d'Etat Hillary Clinton ordonnant explicitement aux diplomates américains d'espionner les fonctionnaires du Conseil de Sécurité des Nations-Unies et son Secrétaire Général. Ce câble est à présent public. Personne ne met en doute son authenticité. Pourtant, aujourd'hui, le régime d'Obama, précisément le Secrétaire à l'Information de la Maison Blanche, Robert Gibbs, a déclaré que Hillary Clinton n'avait jamais ordonné ou même demandé à des officiels américains d'espionner des officiels des Nations-

Unies.

Ainsi que le site antiwar.com le demande : Qui croyez-vous ? Les mots écrits noir sur blanc portant la signature de Hillary Clinton ou la Maison Blanche ?

Quiconque croit le gouvernement américain sur quoi que ce soit est le roi des crédules.

Article original en anglais : [Wikileaks: A Government Caught Up in Mendacity and Lies](#), publié le 2 décembre 2010.

Traduction : [JFG-QuestionsCritiques](#)

**Paul Craig Roberts** est un ancien rédacteur en chef du Wall Street Journal. Il a également été Secrétaire-adjoint au Trésor des USA sous Reagan.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Dr. Paul Craig Roberts](#), Mondialisation.ca, 2010

---

Articles Par : [Dr. Paul Craig Roberts](#)

### A propos :

Paul Craig Roberts, former Assistant Secretary of the US Treasury and Associate Editor of the Wall Street Journal, has held numerous university appointments. He is a frequent contributor to Global Research. Dr. Roberts can be reached at <http://paulcraigroberts.org>

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)